



enda énergie

# RAPPORT D'ACTIVITES 2016



RÉSILIENCE : **Apprendre pour innover**



# SOMMAIRE

Editorial .....	5
Enda Energie .....	7
Genre et Energie : Enjeux et perspectives .....	8
l'Accès aux services énergétiques pour les chaines de valeur .....	13
Promotion de la coopération sud-sud .....	15
Gestion durable des terres .....	18
Agora 30 : Plateforme des acteurs .....	20
Energie, climat et territoire .....	22
Transfert de technologies climatiques .....	25
Evaluations des besoins technologiques .....	29
Climat : l'Action de plaidoyer .....	31
Formation .....	34
Nos Partenaires .....	35
Nos Réseaux .....	36
Notre équipe .....	37

# ACRONYMES

**BRACED** : Renforcement de la résilience et adaptation aux extrêmes et désastres climatiques

**CCNUCC** : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

**CNULCD** : Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

**CDN** : Contributions déterminées au niveau national

**CERER** : Centre d'études et de recherches sur les énergies renouvelables

**COP** : Conférence des Parties

**CPDN** : Contributions prévues déterminées au niveau national

**CTCN** : Centre et réseau des technologies climatiques

**DECLIC** : Défis climatiques et citoyenneté

**DFID** : Département du développement international

**EbA** : Adaptation basée sur l'écosystème

**EBT** : Evaluation des besoins en technologies climatiques

**GNESD** : Réseau mondial sur l'énergie pour le développement durable

**GDT** : Gestion durable des terres

**GMV** : Grande muraille verte

**FLEUVE** : Front local environnemental pour une union verte

**FIDA** : Fonds international de développement agricole

**IFDD** : Institut de la Francophonie pour le développement durable

**IRED** : Initiative régionale pour l'énergie durable

**ITAD** : Institut chargé du Suivi et évaluation pour le développement international

**KMS** : Système de gestion des connaissances

**ODD** : Objectifs de développement durable

**ODI** : Institut pour le développement international

**OSC** : Organisation de la société civile

**PAT** : Plan d'actions technologiques

**PEM** : Pôle énergétique multisectoriel

**POLEN** : Politique et Economie de l'Energie

**PPPC** : Partenariat public-privé à vocation communautaire

**SIE** : Système d'information énergétique

**UDP** : Partenariat PNUE-DTU

## La résilience : Apprendre pour innover



L'idée d'initier des processus d'apprentissage de la résilience relève de l'urgente nécessité de renforcer les capacités des communautés à anticiper, s'adapter ou d'absorber (A3) les effets des perturbations climatiques. L'apprentissage de la résilience se justifie à plusieurs égards par ses enjeux pour les communautés vulnérables mais également parce qu'il ouvre des espaces d'expression de la solidarité internationale et d'innovation pour l'action climatique.

Apprendre des processus pour innover dans la résilience : telle est la ligne d'action de Enda Energie au cours des dernières années dans ses efforts relatifs à la triple transition énergétique, écologique et citoyenne pour un développement durable.

Les innovations résident :

- d'abord, dans les approches d'**autonomisation des femmes entrepreneures** par un accès à des services énergétiques durables et un processus d'apprentissage à travers un catalogue d'évidences et de bonnes pratiques portées par des femmes championnes ;
- ensuite dans l'énergétisation **des chaînes de valeur agricoles** à haute intensité de main d'œuvre pour les femmes pour booster l'économie locale et la sécurité alimentaire ; et,
- enfin dans les **nouveaux types de partenariat** gagnant-gagnant entre les organisations de la société civile, le secteur privé et les collectivités territoriales à travers des démarches d'adaptation basées sur les écosystèmes et une planification du développement territorial sensible à l'énergie et au climat.

La finalité est de documenter beaucoup de bonnes pratiques, de modèles économiques et de créer des espaces d'appropriation, de coordination et de partage collaboratif des connaissances pour un meilleur transfert des technologies climatiques y compris les connaissances endogènes.

**Sécou SARR**  
Directeur Enda Energie



# Enda Energie

Enda Energie est une ONG basée au Sénégal, membre du réseau internationale d'Enda Tiers Monde. C'est un espace d'apprentissage et d'action où toutes les parties prenantes peuvent s'imprégner des aspects multidimensionnels du développement et proposer des alternatives.

## Enjeux

- Souveraineté énergétique pour tous
- Autonomisation et résilience des populations
- Contrôle citoyen sur les ressources naturelles

## Vision

« Des sociétés dans lesquelles les populations sont autonomes et résilientes, ont accès à des services énergétiques durables et assurent un contrôle citoyen effectif sur les ressources naturelles »

## Mission

Accompagner les populations dans les processus de transformation orientées vers le développement durable.

## Axes stratégiques

- Axe 1 :** Promotion de l'accès durable aux services énergétiques modernes.
- Axe 2 :** Renforcement de l'autonomisation et de la résilience des communautés et des écosystèmes face aux défis environnementaux.
- Axe 3 :** Promotion d'une gouvernance inclusive et citoyenne des ressources naturelles

## GENRE ET ÉNERGIE : Enjeux et Perspectives

L'évolution progressive sur le plan conceptuel et de la démarche d'élaboration et de mise en œuvre des projets et programmes, a permis d'aborder les questions de genre dans le secteur de l'énergie sous un angle nouveau. De la problématique au plaidoyer pour informer et donner une bonne assise à l'approche, il y a eu des étapes clés qui ont permis d'engager la réflexion et l'action. Si aujourd'hui l'accent porte sur l'accès aux services énergétiques pour le renforcement économique des femmes afin d'atteindre l'autonomisation, c'est en raison de la mise en œuvre d'activités, notamment le renforcement des capacités d'intégration du genre dans les projets, programmes et politiques énergétiques à travers différentes stratégies, qui ont contribué à donner au genre une grande envergure dans le secteur de l'énergie.

### Enjeux

Pour Enda Energie l'importance de la prise en compte du genre dans le secteur de l'énergie provient de ses axes prioritaires d'intervention qui tiennent compte des résolutions engagées au niveau international, à savoir : l'initiative des Nations Unies pour l'accès universel à l'énergie durable (SE4ALL), l'Agenda 2030 de développement durable et le Programme d'action de Beijing. La problématique du genre dans le domaine de l'énergie doit être abordée sous l'angle de l'accès aux services énergétiques, afin de prendre en compte les activités journalières de toutes les catégories sociales en présence ; et trouver des réponses aux possibilités de génération de revenus.

En l'état actuel, la priorité porte sur l'envergure à donner aux questions d'accès aux services énergétiques dans les secteurs productifs à haute intensité de main d'œuvre surtout pour les femmes, en vue du renforcement de leur autonomisation économique et sociale, capable de contribuer à la transformation des rôles et relations de genre.

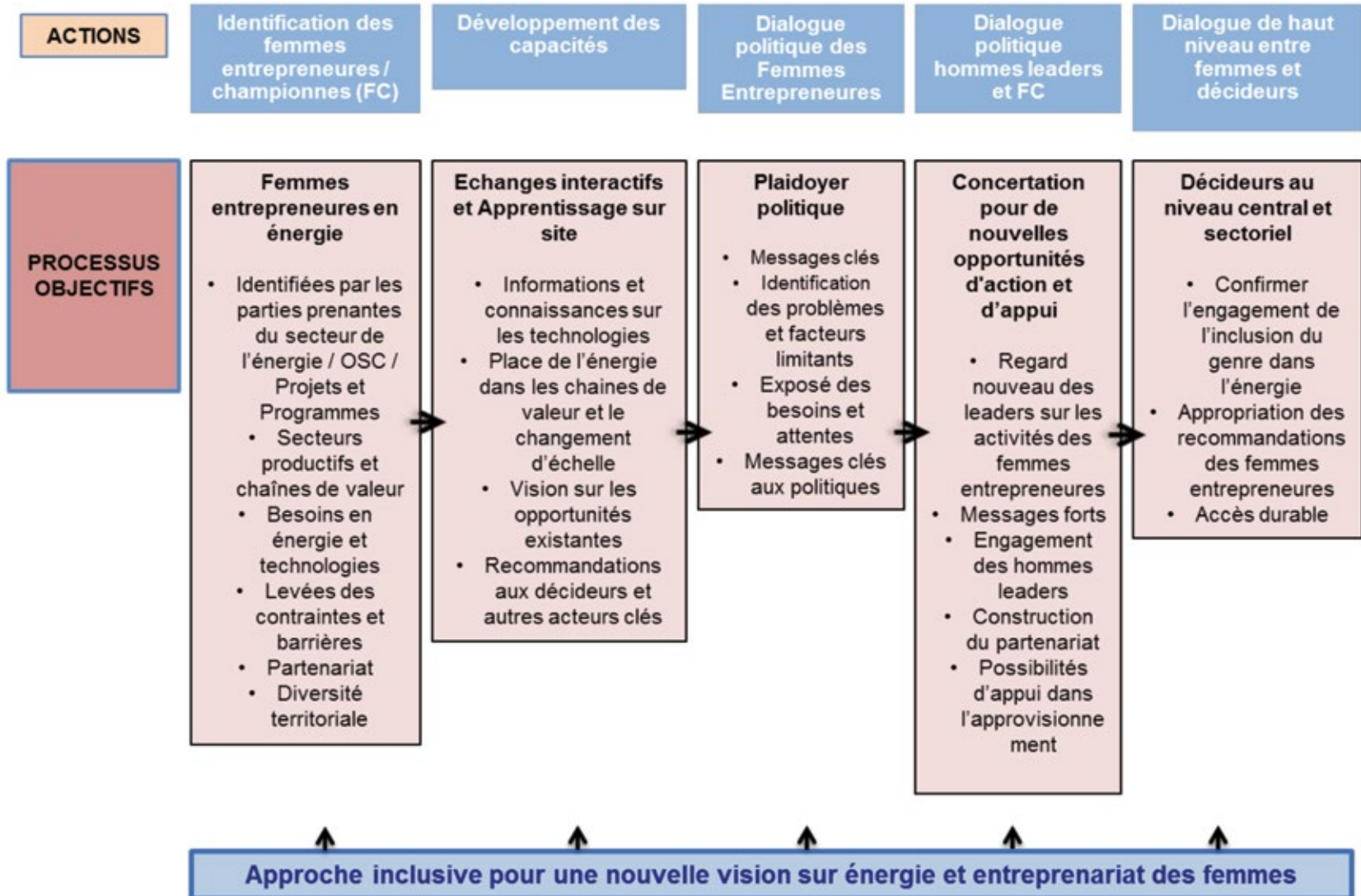
### Objectifs des actions et résultats obtenus

Les actions en 2016 ont porté sur deux activités majeures : d'une part le Programme de recherche sur l'utilisation de l'énergie dans les activités informelles de préparation et de transformation des aliments et d'autre part le Programme mondial sur l'Entrepreneuriat Féminin et l'Accès des Femmes à l'Energie durable.

Le Programme de recherche vise la collecte de données quantitatives et qualitatives pour déterminer, sur la base d'évidences palpables, les changements dans les entreprises, les équipements utilisés et les relations de genre entre hommes et femmes qui exercent les mêmes activités ainsi que dans leurs ménages.



**FEMMES CHAMPIONNES / ENTREPRENEURES ET ENERGIE DURABLE**



Shéma du processus d'apprentissage pour l'autonomisation des femmes entrepreneures

2016 a aussi été marquée par le partenariat avec ONU Femmes sur le Programme Mondial de l'Entrepreneuriat Féminin et l'Accès des Femmes à l'Energie Durable lancé conjointement avec le PNUE pour : (i) créer des plans et politiques sensibles au genre ; (ii) créer l'égalité des chances pour l'entrepreneuriat féminin et l'emploi décent des femmes dans le domaine de l'énergie ; et enfin (iii), améliorer l'équité entre hommes et femmes dans l'accès et l'utilisation productive des services énergétiques durables.

La stratégie développée a consisté en l'identification des femmes championnes. A cet effet des panels de championnes ont été organisés en vue d'analyser les contraintes et d'identifier des espaces de renforcement des capacités entrepreneuriales sur le tas. L'approche adoptée fut l'implication effective des acteurs, la concertation avec les politiques, le partage d'expériences et la mise en relation entre les entrepreneures et les politiques (dialogue politique), les privés et les autres partenaires et les hommes leaders.



Les femmes championnes s'activent dans différentes chaînes de valeur agricoles et halieutiques que ce soit dans la production, la transformation/conservation ou la commercialisation. Aujourd'hui 7 femmes championnes sur 32 opèrent dans le sous-secteur des énergies renouvelables compte tenu de l'importance de l'accès à l'énergie pour le développement des affaires (vente de lampes solaires, de foyers améliorés, restauration, installations et ventes de kits solaires).

L'analyse des problèmes et attentes des femmes championnes a permis de mettre le doigt sur les contraintes qui entravent le bon développement des entreprises des femmes.



## Messages des femmes championnes : contraintes et solutions



**Magatte Fall** – Agroalimentaire - Thiès

- La politique énergétique doit aller dans le sens d'accompagner les femmes.
- Une bonne politique énergétique doit mettre l'accent sur l'accès à tous à l'énergie solaire, en tenant compte du coût.



**Faty Khary Niass** – Agriculture et agroalimentaire - Kaolack

- L'utilisation des équipements pour le labour et le décorticage est très pénible faute d'accès aux services énergétiques.
- Mieux prendre en compte les spécificités des femmes au regard des énergies renouvelables pour la préservation de l'environnement
- Initiation de la production de charbon avec les coques d'arachides



**Oumy Ngom** – Secteur agro-alimentaire - Tambacounda

- Manque d'informations sur les produits énergétiques pour les femmes à cause de l'inaccessibilité de ces produits dans les villages les plus éloignés.
- Renforcer les capacités techniques des femmes pour minimiser les pannes des produits solaires.



**Mama Diouf** – Production de glace par le solaire - Fatick

- Faible capacité pour satisfaire les besoins de la chaîne de valeur surtout la transformation des produits halieutiques
- Il n'y a pas de mécanisme de financement adapté aux besoins des femmes en services énergétiques et à l'accès à d'autres financements pour la production (pirogues ...).



**Aminata Dadal Ka** – Production de Lait

- Grâce à l'appui d'ENDA, on parvient à conserver le lait qui n'est plus déversé. Il y a une amélioration de l'aspect sanitaire et de l'apport nutritionnel pour les enfants et la population en général. En plus cela apporte un travail durable aux jeunes.
- L'accès à des services et technologies énergétiques de moindre coût va offrir des opportunités importantes aux femmes et à toute la communauté.



**Fatoumata Faye Camara** – Thecogaz

- Former aux techniques de mise en bouteilles pour la production de gaz en bombonne et du bio-fertilisant en bouteille à partir du biogaz est essentielle.

## L'accès aux services énergétiques pour les chaînes de valeur

Renforcer la résilience des éleveurs par un accès aux services énergétiques durables, tel est la finalité du Programme chaîne de valeur lait et énergie solaire (PROGRES LAIT) financé par l'Union Européenne et les gouvernements du Sénégal et de la Mauritanie.

PROGRES-Lait est un programme de développement de la chaîne de valeur lait, qui met l'entrepreneuriat social rural au cœur de sa démarche, en mettant à la disposition des acteurs notamment les femmes à la base, d'abord des plateformes énergétiques pour la conservation du lait, la mouture de céréales, l'éclairage des infrastructures sociocommunautaires et, ensuite une approche de Partenariat Public-Privé à vocation Communautaire (PPPC) comme instrument de développement du marché du lait.

La complexité de ce programme a motivé le comité de pilotage à recommander le lancement d'une phase pilote pour l'année 2016 en vue de tester les technologies, les schémas de collecte et les modèles d'exploitation des plateformes énergétiques.

Au cours de l'année 2016, le PROGRES Lait a lancé un processus de formation des formateurs en matière de production laitière, d'hygiène en vue de disposer d'une masse critique d'experts locaux capables de démultiplier la formation pratique. Ces sessions de renforcement de capacités des éleveurs entrent dans la perspective de création de métiers verts en milieu rural.

### Résultats :

- une soixantaine d'éleveurs de Tatki (Région de Podor, Sénégal),



*Plateforme laitière de Diambanouta, Kolda (photo Enda)*

Diamanouta (Région Kolda, Sénégal), ont été formés sur les normes d'hygiène et de qualité du lait, l'alimentation et la santé animale, la gestion du troupeau pour une meilleure production de lait.

- la cartographie des zones en collaboration avec les ARD au niveau du Sénégal en vue de l'optimisation des circuits de collecte du lait.
- Accord de partenariat avec les industriels en Mauritanie (Wataniya, usine de Néma)
- élaboration d'un modèle économique de gestion des plateformes, pour faciliter l'exploitation,
- Construction des abris pour les plateformes pilotes
- Installation de mini-plateforme



*Plateforme laitière de Lodé, Village de Takti, région de Saint Louis (photo Enda)*

## Promotion de la coopération Sud-Sud par l'approche Ecosystem Based Adaptation (Eba) pour faire face aux défis des changements climatiques

ENDA Energie travaille en partenariat avec le « Chinese Institute of Geographic Sciences and Natural Resources Research (IGSNRR) » en tant que "International Dryland Adaptation Specialist (IDAS)". Dans ce partenariat, l'IDAS avait comme mandat de proposer des protocoles en vue de la restauration de sites dégradés en Mauritanie suivant l'approche de l'adaptation basée sur les écosystèmes (EbA).

En septembre 2016, suite à la signature d'un nouveau contrat entre les deux partenaires, ENDA Energie a effectué la vérification de l'état d'avancement de la mise en œuvre des protocoles de restauration par le Ministère mauritanien de l'environnement et du développement durable (MEDD).

La carte ci-dessous présente l'emplacement géographique des différents sites d'intervention d'ENDA Energie en matière d'adaptation basée sur les écosystèmes en Mauritanie. L'objectif de l'action au regard de l'enjeu prioritaire est de déployer des technologies éprouvées dans le Sud en matière de restauration des écosystèmes afin de booster les services écosystémiques et par là, améliorer le bien-être des populations locales.

Le principal résultat est la restauration de 100 ha dégradés à Benichab (Nord de Nouakchott) et 118 ha à Nayemat (Sud Est de Nouakchott).

Les perspectives pour 2017 et au-delà concernent

- un protocole de restauration de 100 ha sur de nouveaux sites,
- la modélisation des coûts de la restauration des écosystèmes,
- l'éducation environnementale,
- la mise en place de projets pilotes sur le tracé de la Grande muraille verte du côté de la Mauritanie et
- appui à l'élaboration de projets bancables dans le domaine des transferts de technologies climatiques.

Tous ces éléments ont fait l'objet d'un protocole d'accord entre le MEDD et Enda Energie.



Visite de terrain en Mauritanie (photo Enda)



*Pépinière à Bénichab (photo Enda)*



*Reboisement de Bénichab (photo Enda)*





*Réservoirs d'eau à Bénichab (photo Enda)*



*Photo : Pépinières à Naymat (photo Enda)*



*Rencontre avec les jeunes responsables de PPA (photo Enda)*

## LA GESTION DURABLE DES TERRES (GDT)

Pour renforcer la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et sa stratégie décennale dans la région Afrique (CNULCD), les pays africains ont adopté en 2007 l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IG-MVSS) et décidé d'en faire un programme phare de l'Afrique pour contribuer à un monde dont le bilan « de dégradation des terres serait neutre » cette initiative entre dans le cadre de la gestion durable des terres définie par la FAO comme étant « l'utilisation des ressources en terres, notamment des sols, de l'eau, des animaux et des plantes pour produire des biens et satisfaire les besoins humains sans cesse croissants, tout en préservant leur potentiel de production à long terme et leurs fonctions dans l'environnement ». Elle est considérée comme le cadre fédérateur des trois conventions sur l'environnement. Les pratiques de GDT font partie des solutions de résilience, d'adaptation aux changements climatiques et de la lutte contre la sécheresse. A ce titre Enda participe à la mise en œuvre du projet Front Local Environnemental pour une Union Verte (FLEUVE) qui pour a objectif l'intégration de la gestion durable des ressources naturelles, des terres et des risques écosystémiques dans les plans de développement locaux, et leur mise en œuvre à travers le montage de partenariats novateurs et multi-acteurs incluant les secteurs publics et privés, dans le cadre d'une contribution à la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Sénégal.

Plus spécifiquement il s'agit de renforcer les capacités des acteurs locaux, dont les collectivités territoriales, les organisations de la société civile (OSC), les petites et moyennes entreprises (PME) et le secteur privé, dans leurs fonctions de planification, de mise en œuvre au niveau local et de financement d'un développement intégrant la gestion durable des ressources naturelles, des terres et des risques écosystémiques dans le cadre d'une approche territoire.

Les partenaires directs de Enda Energie dans cette action sont le gouvernement du Sénégal, le Mécanisme mondial de la CNULCD, l'UICN, l'Agence nationale de la grande muraille verte, les autorités locales des collectivités ciblées et CARI.

Les activités en 2016 ont tourné autour du renforcement des capacités des différentes parties prenantes, l'identification des filières à haute potentialité de création de richesse au niveau des collectivités, le dialogue politique pour le renforcement de l'engagement des différentes parties prenantes dans la mise en place de pôles de développement rural intégré.





Une session de formation sur la gestion des ressources naturelles, l'environnement et la sécurité alimentaire a été organisée. L'objectif était d'accroître la prise en compte de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles comme préalable pour atteindre la sécurité alimentaire dans les communes d'intervention du projet FLEUVE

Les principaux acquis dans le cadre de ce projet sont :

- Le renforcement de la coalition pour l'implication des OSC dans l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel
- Le partage d'expériences et de connaissances aux niveaux national et régional
- Le dialogue politique / plaidoyer pour la prise en compte des enjeux de la GDT dans la planification locale
- Le renforcement de la sensibilisation sur la GDT (émissions radiophoniques : contrat avec la radio communautaire Ferlo FM, une vidéo (8mn) et des modules de formation et bonnes pratiques ont été produits
- Meilleure connaissance des potentialités des filières dans les territoires

Développement d'une plateforme multi-acteurs

- Analyse de la prise en compte des enjeux de la GDT dans les plans locaux de développement (PLD)
- Des sessions de renforcement de capacités sur le *Balanites aegyptiaca*, l'Unité pastorale, le Budget participatif, les Jardins polyvalents) ont été organisées

Les perspectives pour 2017 concernent l'organisation d'une session de partage de connaissances et d'expériences au niveau régional et d'une table-ronde des bailleurs sur la GDT et la GMV au Sénégal.

Des pôles de développement rural intégré seront également mis en place et se développeront à travers les filières : apiculture, aviculture, pisciculture, lait, produits forestiers non ligneux (*Balanites aegyptiaca*). Ils seront accompagnés par la mise en place d'un fonds de garantie au sein d'une structure de microfinance pour soutenir l'émergence de l'entreprenariat local et l'investissement dans de petits projets avec la création d'entreprises sociales avec des organisations de base moins structurées.

La solarisation des forages (forages avec panneaux solaires) est aussi prévue.

## Agora 30 : Plateforme des acteurs de la résilience pour l'horizon 2030

Pour rendre efficace le renforcement de la résilience aux changements climatiques, il est nécessaire de regrouper dans un cadre bien défini, les acteurs qui interviennent de façon dispersée dans ce domaine. Mis en place par différents acteurs, l'Agora 30 de la Résilience se veut un espace de concertation, de dialogue et de mutualisation des connaissances, des efforts et des actions afin d'aboutir à une stratégie cohérente.

Cette plateforme a été initiée dans le cadre de la mise œuvre du programme BRACED (Renforcement de la Résilience et d'adaptation aux Extrêmes Climatiques et aux Catastrophes)

La plateforme des acteurs de la résilience pour l'horizon 2030 promeut une adaptation planifiée avec une portée à long terme. Pour faire face aux changements climatiques qui affectent de nombreux secteurs clés du développement national, les acteurs de la résilience, ont senti le besoin de se retrouver autour d'un espace national de concertation, d'échange, d'apprentissage social et d'influence des politiques et pratiques.

Cette plateforme des acteurs se propose de :

- Réduire l'insuffisance de synergie et de concertation entre les structures intervenant sur la résilience
- Vulgariser les bonnes pratiques et les résultats de la recherche
- Promouvoir une adaptation planifiée
- Renforcer les connaissances sur l'évolution de la vulnérabilité
- Identifier les priorités nationales de façon consensuelle
- Renforcer l'accès à la prévision et à l'information climatiques
- Augmenter substantiellement le nombre de pays ayant mis en place des stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe d'ici à 2020.





Les objectifs de l'Agora 30 sont de :

- Maîtriser l'information concernant les initiatives sur la résilience au niveau national
- Identifier des lacunes en matière de connaissances et d'approches pour renforcer la résilience
- Améliorer la compréhension des acteurs sur la résilience nationale aux changements climatiques
- Assurer une meilleure compréhension des enjeux majeurs associés à la résilience au niveau national
- Renforcer la coopération internationale à travers un appui adéquat et durable qui complète les actions nationales de mise en œuvre de ce cadre d'action d'ici à 2030.

Différents thèmes font l'objet d'échange entre les membres, notamment :

- L'agriculture et la sécurité alimentaire
- Le financement de la résilience
- Les services climatiques
- Les médias dans le renforcement de la résilience
- La recherche et le développement
- La capitalisation et communication
- L'influence politique
- Le renforcement de capacités

Les Agora permettent de renforcer la collaboration entre le Gestionnaire des connaissances, les différents partenaires de mise en œuvre (IP) de BRACED et les autres acteurs.

Les résultats acquis sont :

- Une participation multi-acteurs à l'Agora 30 ;
- Des plans d'actions pays de l'Agora 30 validés ;
- Une appropriation du processus par les acteurs ;
- Une augmentation du nombre de membres ;
- Une prise en compte de l'Accord de Paris, du Cadre de Sendai et des ODD dans les échanges.

## Energie, Climat et Territoire

Promouvoir les approches territoriales pour aborder avec efficacité les enjeux des changements climatiques, de la transition énergétique, l'aménagement urbain durable, la gestion des déchets, la gestion des zones côtières, etc., tel était l'objectif d'Enda pour 2016 dans le cadre de son partenariat avec la Convention des Maires pour l'Afrique Subsaharienne (CoMO SSA).

Au-delà des Collectivités locales sénégalaises, Enda énergie s'est engagée au niveau sous-régional à accompagner des villes d'Afrique subsaharienne à intégrer le paquet Energie-Climat dans leur planification du développement territoriale à travers la CoMO SSA qui est une déclinaison de la Convention des Maires pour le Climat et l'Energie lancée en Europe en 2008. Ce projet d'une durée de 4 ans est financé par la Commission européenne.

Spécifiquement, il vise à soutenir les efforts déployés par les autorités locales africaines à élaborer un Plan d'Action en faveur d'un Accès à une Energie Durable et du Climat (PAEDEC) et à mettre en œuvre des politiques énergétiques durables à travers 3 piliers :

- L'accès aux services énergétiques,
- Atténuation des émissions de GES,
- Adaptation aux changements climatiques.



*Réunion de la Convention des Maires pour le climat et l'Energie (CoMOSSA)*

L'ambition de la CoMO SSA est de constituer une plateforme pour toutes les villes et de permettre aux villes de:

- avoir accès aux meilleures pratiques et participer à un échange de connaissances.
- obtenir des informations générales et le soutien du bureau d'assistance à Accra, Ghana
- participer à un réseau international d'échange d'expériences et de collaboration avec d'autres villes.
- augmenter la visibilité de l'action du gouvernement local en matière de climat et d'énergie.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'accompagnement apporté par ENDA Energie à l'Entente Intercommunale de la Petite Côte dans la gestion de la zone côtière. Les dynamiques engagées seront renforcées en 2017 pour l'élaboration d'un programme de gestion intégrée des déchets solides au sein de l'Entente.



Les partenaires de CoMO.SSA

L'Entente Intercommunale de la Petite Côte (EIPC) a été mise en place dans le cadre du projet de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) mis en œuvre par le gouvernement du Sénégal avec l'appui de l'UE. Elle concerne les communes de Ngararou, Saly, Mbour, Somone et Malicounda. Avec l'appui de l'ONG ENDA Énergie, ces communes ont procédé à la signature d'une charte intercommunale en août 2014 et se sont engagées à se mobiliser ensemble autour de la gestion des déchets.





# Le Transfert de Technologies Climatiques :

## Le CTCN (Climate Technology Centre & Network) en action

La COP 22 de Marrakech appelée « COP<sup>1</sup> de l'action » a conduit à un tournant décisif dans la mise en œuvre des mécanismes technologiques et financiers en faveur du transfert des technologies climatiques. Dans cette dynamique, les instances de la CNUCCC ont adopté des décisions et ont relevé avec acuité l'importance de l'assistance technique des pays Non Annexes 1 dans la mise en œuvre des CDN<sup>2</sup> ainsi que la traduction pratique des plans d'action technologique (PAT) déjà élaborés et une facilitation de l'accès au mécanisme financier. C'est dans ce contexte particulier que s'inscrivent les approches d'intervention et résultats concrets enregistrés par ENDA Energie en tant que centre d'excellence du CTCN et du projet EBT 2 pour le bénéfice des pays requérants et plus généralement pour le renforcement de la coopération Sud-Sud.

Ainsi, dans le registre du renforcement des capacités, ENDA Energie en rapport avec le CTCN a développé et mis en œuvre une approche novatrice dénommée Programme d'Incubation de Requête (RIP<sup>3</sup> en anglais) qui vise à sensibiliser davantage les pays sur les services du CTCN et surtout à favoriser l'élaboration de requêtes de bonne qualité. A travers ce programme spécifique, l'approche combinant la formation in-situ sur les différents modules (cartographie des politiques et projets, engagements des parties prenantes, etc.) et les séances de travail bilatérales avec les requérants a permis à un premier groupe de pays bénéficiaires (Benin, Guinée Conakry et Gambie) de générer et soumettre, entre 4 à 6 requêtes éligibles par pays au moins.

---

1 : COP : Conference of Parties (Conférence des Parties à la Convention sur le climat)

2 : CDN: Contribution Nationale Déterminée

3 - RIP : Request Incubator Program (Programme d'Incubation de Requêtes)



*Atelier de mise en œuvre du Programme d'Incubation de Requêtes (RIP) pour la Gambie (photo Enda)*

Pour faciliter l'élaboration des plans de réponse pour la mise en œuvre concrète des requêtes, ENDA Energie a aussi proposé et conduit une nouvelle approche qui a privilégié le face-à-face 'in-situ' avec le requérant, à l'exemple du département de la foresterie de la Gambie et de l'ONG Maharitra de Madagascar conduit avec la collaboration du BMN (Bureau de Mise à Nouveau du Sénégal). Cette démarche s'avère très efficace et bien appréciée car elle a permis à la partie requérante et aux experts d'ENDA Energie de conduire une première analyse situationnelle de la problématique ciblée et conséquemment, de s'accorder sur l'objet, les activités et les résultats attendus à la fin de l'assistance technique du CTCN.



*Elaboration du plan de réponse de l'ONG Maharitra Madagascar (ENDA & BMN)*

Concernant la mise en œuvre concrète des plans de réponse, les expériences d'ENDA Energie constituent des exemples réussis de coopération Sud-Sud qui ont été très appréciés par les requérants (Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal) et ont fait l'objet d'une communication (second film du CTCN à la suite de celui fait en Colombie) à travers différents canaux (side event de la COP 22, publications en ligne, évaluation du CTCN, films, etc.). En effet, le succès enregistré par ENDA Energie résulte de la symbiose novatrice et intelligente de l'approche catalytique (reconnaissance et mutualisation avec l'expertise locale) et surtout de la mise en avant de stratégies d'engagement des parties prenantes clés : mise en place de groupe d'experts nationaux, communication régulière et appropriée, etc. Sur la base de ces résultats, on peut dire que les services du CTCN confiés à ENDA Energie se déroulent parfaitement bien et se poursuivent en renforçant les acquis.



*Diffusion des technologies climatiques (guide de référence) à Touba Senegal (photo Enda)*

## Evaluation des Besoins Technologiques EBT2

Sous un autre registre d'actions de déploiement des technologies, ENDA Energie (après avoir conduit et bouclé la phase 1 de l'EBT dans 12 pays africains, de 2009 à 2012, a entamé la conduite de la phase 2 de l'EBT avec le concours de l'UDP (UNEP DTU Partnership) à l'échelle d'un groupe de 6 pays (Burkina Faso, Burundi, Madagascar, Mauritanie, Togo et Tunisie). S'appuyant sur les leçons apprises de l'EBT 1, ENDA Energie a remarquablement amélioré la mise en œuvre du projet EBT 2 de façon à ce que les pays bénéficiaires puissent au mieux prioriser des technologies climatiques et élaborer des plans d'actions technologiques qui vont contribuer spécifiquement aux objectifs de réduction de gaz à effet de serre et d'adaptation dans leurs CDN respectives. Dans le volume d'activités qu'il déploie, et outre les deux ateliers de formations régionales sur les méthodologies et outils recommandés à l'intention des coordonnateurs et experts nationaux, ENDA Energie organise des missions d'appui technique qui, en parallèle, constituent en soi des opportunités réelles d'engagement des experts sectoriels et surtout de facilitation de l'appropriation politique du processus en question. Ainsi, à l'exception d'un seul pays, cette approche participative d'ENDA Energie a pu mettre en avant la contribution à la validation des livrables sur la priorisation et l'analyse des barrières et du cadre favorable des technologies. Suite aux attentes exprimées lors de la COP 22 concernant la mise en œuvre des CDN, ces résultats positifs enregistrés ont aussi joué un rôle de premier plan dans l'acceptation précoce par le PIF (document de projet) de la troisième phase de l'évaluation des besoins en technologies (EBT 3).

En termes de perspectives, ENDA Energie entend faciliter l'opérationnalisation du mécanisme technologique et financier du transfert des technologies par l'initiation ainsi que par la mise en œuvre d'actions spécifiques d'assistance technique appropriées dans les pays requérants et surtout à l'échelle des communautés vulnérables aux changements climatiques. Spécifiquement, les perspectives d'action incluent entre autres :

- L'amélioration du processus d'assistance technique dans le cadre du CTCN (reconnaissance et promotion de l'expertise locale, réponse adéquate et efficace aux attentes, etc.) ;
- La promotion des technologies endogènes à fort potentiel communautaire ;
- La facilitation de l'accès aux mécanismes financiers notamment avec la requête du Mali ;
- Le bouclage de la mise en œuvre de l'EBT 2 tout en respectant les échéances ;
- Le démarrage de la mise en œuvre de l'EBT 3

**Quelques exemples d'assistance technique apportée par le CTCN à un certain nombre de pays, notamment le Mali, le Sénégal, la Mauritanie, la Gambie, l'Ethiopie et la République de Guinée.**

Le CTCN a aidé à élaborer le Programme d'Incubation de Requête. Cela a permis à chacun de ces pays (Mali, Sénégal, Mauritanie, Gambie, République de Guinée) de générer plus de 3 à 4 requêtes auprès du CTCN.

Au Sénégal, à la demande du Bureau de Mise à Niveau (BMN), le CTCN a apporté son assistance dans le déploiement des technologies vertes dans les zones industrielles. L'Agence de l'Efficacité et de la Maîtrise de l'Energie (AEME) a été assistée par le CTCN dans le développement des projets d'efficacité énergétique dans les industries et les services.

Au Bénin, la Direction Générale de l'Energie (DGE) a sollicité l'assistance du CTCN, pour les études de faisabilité et le développement d'un plan d'action pour la promotion de la fabrication de pièces pour les petites turbines éoliennes

En République de Guinée, il s'agit d'optimiser l'accès de la Guinée aux financements de l'adaptation aux changements climatiques et l'autre volet de l'assistance du CTCN portait sur la sensibilisation et la formation des artisans locaux aux techniques de confection des foyers métallo-céramique.

En Gambie, la requête soumise par le Department of Forestry concerne, le programme communautaire d'amélioration des moyens d'existence

En Ethiopie, la requête a été soumise par Ethiopian Energy Authority, pour l'élaboration des normes d'étiquetage comparatif des fours électriques fabriqués au niveau local.

A Madagascar, sur requête de l'ONG Maharitra, le CTCN a apporté son appui à la mise en place d'un centre de Compétences sur les changements climatiques pour le Développement durable à Madagascar.

Au Mali, le Groupe d'action est le requérant pour la modernisation de l'agriculture au Mali. La requête concerne l'augmentation de la résilience climatique et la productivité agricole à travers les technologies de séchage des récoltes.

La CEDEAO a demandé l'assistance du CTCN pour l'intégration du genre dans l'énergie pour un système énergétique résilient au climat dans les pays de la CEDEAO.

## Climat : l'action de plaidoyer

### En 2016 l'action climatique et la solidarité ont-elles été au rendez-vous ?

#### **Retour sur une année de plaidoyer international étayé par les urgences climatiques au niveau Africain**

C'est fait ! L'accord de Paris est entré en vigueur avec une rapidité remarquable, une première pour un traité international. La COP 22 s'annonçait donc intéressante et stratégique : une ratification précoce de l'accord de Paris, étape cruciale, qui montre la volonté de la communauté internationale de mettre en œuvre les engagements pris à Paris et qui réaffirme que l'accord de Paris n'était pas un événement isolé mais le début d'une coopération internationale approfondie pour lutter contre les changements climatiques. Par ailleurs, la tenue de cette COP en terre Africaine présageait d'une prise en compte réelle des priorités Africaines, particulièrement comment aider les communautés les plus exposées à se protéger contre les impacts des changements climatiques et renforcer de ce fait leur résilience, on parlait même de la COP de l'action.

**Pour autant, près d'un an après la COP 21, l'action climatique a-t-elle réellement été accélérée pour répondre à cette urgence, favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre et faciliter l'adaptation des populations aux impacts du dérèglement climatique ?**



Le plaidoyer de Enda Energie en 2016 était de travailler pour donner corps à l'Accord de Paris pour que les Etats bouclent les dossiers inachevés de la COP 21 et s'assurer que le cadre international créé par l'Accord de Paris se développe et continue de renforcer la coopération entre Etats. Il fallait donc que les Etats précisent les règles de mise en œuvre, qui ne sont encore qu'un cadre général, mais aussi des règles qui permettent d'assurer la transparence sur les actions mises en œuvre pour respecter leurs engagements ainsi que les modalités de revue et de hausse des ambitions tous les 5 ans. Cela s'organisera autour du dialogue facilitateur de 2018, pour en faire un véritable moment politique, réviser les copies des pays, relever les engagements nationaux, particulièrement les contributions déterminées au niveau national, et accélérer le passage à l'action des Etats.

### **Attendus sur les questions de financement, d'adaptation aux changements climatiques et de transition énergétique, les Etats étaient-ils vraiment au rendez-vous ?**

Les discussions autour du financement climatique sont restées très théoriques, elles étaient axées sur les modalités et procédures plutôt que sur les mécanismes de mobilisation des ressources financières. Au risque de compromettre la mise en œuvre de l'Accord de Paris notamment pour les pays en développement, le financement climatique reste une des pierres d'achoppement des négociations climatiques. Il demeure important pour les pays en développement d'avoir une trajectoire prévisible en ce qui concerne le financement auquel ils peuvent s'attendre à recevoir dans les prochaines années afin de mieux planifier et prioriser leurs projets et programmes liés à l'adaptation aux changements climatiques. La COP 22 s'est ainsi achevée sans que cette question n'ait été tranchée.







Même si à la fin de la COP 22, aucune avancée majeure n'a été notée sur la question des financements, les pays donateurs ont tout de même démontré via des projections de l'OCDE qu'ils seraient en mesure d'atteindre les 100 milliards de dollars en 2020. Mais la méthodologie de comptabilisation pose problème et ne fait pas toujours consensus. Il faudrait donc travailler entre aujourd'hui et 2018 pour disposer d'une méthodologie commune, et instaurer enfin la confiance entre les Etats.

### Information complémentaire

**Le Fonds d'Adaptation a dépassé son objectif de recapitalisation de 80 millions de dollars US pour la COP 22.**

L'action de plaidoyer s'est également focalisée sur une meilleure répartition des financements entre l'adaptation qui est la priorité de l'Afrique et l'atténuation. En effet, la question du financement de l'adaptation est primordiale pour les pays et les populations les plus vulnérables et devait être réglée à Marrakech, avec une décision ambitieuse sur l'augmentation des financements pour l'adaptation, accompagnée de discussions constructives sur la manière de renforcer les capacités pour mieux identifier les projets et faciliter l'accès aux financements climatiques. L'on a assisté à l'opposition de deux visions qui montrent une lecture différenciée de l'Accord de Paris, qui parle d'équilibre 50/50 entre l'adaptation et l'atténuation. La proposition des pays en développement est celle qui s'en approche le plus, loin derrière la proposition des pays donateurs qui nous placent dans une logique de 80/20, très loin des engagements contenus dans l'accord de Paris.

Pour atteindre ses objectifs de plaidoyer en 2016 Enda Energie s'est appuyée sur les réseaux, comme le Réseau Climat & Développement (RC&D), pour amplifier le message au niveau national, régional et international, et influencer le processus des négociations internationales sur les changements climatiques. Cependant, le gros du travail reste à faire pour anticiper les transformations profondes des économies d'ici à 2050, pour enclencher un développement sobre en carbone et augmenter les capacités de résilience des communautés.

Certes l'ensemble des pays a signé la proclamation de Marrakech, confirmant leur volonté de lutter contre les changements climatiques et d'inspirer la solidarité et l'espoir pour les générations futures. Pour le Sud qu'un retour en arrière n'est plus possible, il faut des actions concrètes pour les millions de personnes qui ne peuvent plus se permettre d'attendre.

## Formation des journalistes sur le concept de résilience

En collaboration avec ENDA Energie, la Fondation Thomson Reuters Gestionnaire de connaissances du programme BRACED, a organisé deux jours de formation à l'intention des journalistes et des partenaires d'exécution dudit programme dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

L'objectif global de cette formation était de familiariser les médias au concept de résilience, revisiter les moyens de diffusion des contenus, pour une meilleure couverture des événements liés aux changements climatiques.

Cette formation des journalistes a été suivie de visites de terrain à Yembeul et à Kaffrine, durant lesquelles les journalistes ont eu l'opportunité de recueillir les témoignages des bénéficiaires des projets BRACED au Sénégal.

## Formation POLEN

Une formation portant sur le thème de la politique et de l'économie d'énergie a été organisée à Kigali par l'IFDD, en partenariat avec le Ministère rwandais des Infrastructures et Enda Energie. Cette formation était destinée aux experts des pays de l'Afrique de l'Est d'expression française. Elle fait partie d'une série de plusieurs autres formations qui ont déjà eu lieu, respectivement en Afrique centrale (Cameroun 2011), Afrique de l'Ouest (Sénégal 2013), Océan Indien (Comores 2014) et le Maghreb (Mauritanie 2015). Elle vise à doter les participants (experts du domaine énergétique, acteurs privés et de la société civile) de connaissances nécessaires pour assurer l'élaboration et une mise en œuvre réussie des politiques énergétiques dans leur pays respectif ; une claire compréhension des enjeux du secteur et des motifs des interventions des États et de leur rôle dans le processus; la maîtrise des outils nécessaires à la modélisation de l'offre et de la demande, au développement du secteur et à son fonctionnement ; la prise en compte des changements climatiques dans les politiques énergétiques; la prise en compte des énergies renouvelables, secteur en développement au niveau mondial, comme opportunité pour les pays d'Afrique.

Les participants de la POLEN Kigali 2016, régulièrement sélectionnés à l'issue de l'appel à candidature publié par l'IFDD, provenaient de Djibouti, du Cameroun, de la République démocratique du Congo, de l'Ile Maurice, de Madagascar, du Tchad et de la Tunisie. Le Rwanda, pays hôte a désigné ses participants, via le Ministère des Infrastructures.

## Nos Partenaires

Enda Energie travaille avec plusieurs organisations communautaires de base dans ses recherches et actions ainsi qu'avec les partenaires ci-dessous.

**CEREEC** : Centre régional de la CEDEAO sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ;

**CTCN** : Centre et Réseau des Technologies Climatiques ;

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement ;

**PNUE** : Programme des Nations Unies pour l'Environnement ;

**UNITAR** : Institut des Nations unies pour la formation et la recherche ;

**URC** : UNEP RISOE Centre ;

**UNCCD** : Secrétariat à la Convention des Nations unies de lutte contre la Désertification ;

### **AGENCES BILATÉRALES ET DE COOPÉRATION :**

**CRDI** : Centre de Recherche pour le Développement International ;

**IFDD / OIF** : Institut de la Francophonie pour le développement durable / Organisation internationale de la Francophonie ;

**SIDA** : Agence suédoise de coopération internationale pour le développement ;

**UE** : Union Européenne

### **CENTRES DE RECHERCHE ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES :**

**GNESD, CORAF; ETC/NL ;**

**GERMANWATCH ; IIED ; IISD ; ICSD ; IDS (Institute for Development Studies) ; OXFAM ; UICN ; WEDO; WIP, etc.**

**GOVERNEMENT DU SENEGAL**

**GOVERNEMENT DE LA MAURITANIE**

**ECODEV ENERGIE 2050**

**UNIVERSITÉS :**

**Université de Twente ; Université du Cap ; Imperial College (Royaume Uni) ; Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal).**

**AGENCES DE DÉVELOPPEMENT : ASER, ADL, PNDL**

## Nos Réseaux

---

**Enda Tiers Monde :** Promotion de sociétés plus justes et plus équitables, plurielles et inclusives, pour un changement politique, économique et social.

**Climat et Développement :**

Renforcer l'influence de la société civile et des délégués africains francophones dans les négociations internationales sur le climat. Assurer la prise en compte des enjeux de développement dans les politiques climatiques au niveau africain.

**Drynet :**

Renforcement des capacités des réseaux des organisations de la société civile pour le développement des terres arides.

**GNESD :**

Réseau de partage de connaissances Analyse des questions liées à l'énergie et fournir des conseils politiques pour améliorer l'accès à une énergie propre et abordable dans les pays africains.

**CAN INTERNATIONAL :**

Plaidoyer, sensibilisation, renforcement des capacités et mobilisation des organisations de la société civile sur les questions climatiques aux niveaux national, régional et international.

**INFORSE :**

Réseau international des organisations de la société civile pour la promotion de l'accès aux services énergétiques, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

## Notre Equipe

Pour mettre en œuvre l'ensemble de ses activités, Enda Energie s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire composée d'économistes, de géographes, d'ingénieurs, d'environnementalistes, de sociologues et de communicateurs :

### Directeur

Sécou **SARR**

### Permanents

- Gifty **AMPOMAH**
- Libasse **BA**
- Laurent **A BADJI**
- Jean Pascal **CORREA**
- Mamadou **CISSE**
- Ndeye Fatou Faye **CISSE**
- Masse **DEME**
- Albertine **DIEDHIOU**
- Abdou **DIOP**
- Modou **DIOP**
- Aïssatou **DIOUF**
- Amina Diouf **DIA**
- Mame Bousso **FAYE**
- Abdou **GAYE**
- Yacine Diagne **GUEYE**
- Abdoulaye **GUEYE**
- Ousmane **GNING**
- Aby Drame **SARR**
- Samba **FALL**
- Souleymane **FALL**
- Fatima **KABA**
- Oumou **KOULIBALY**
- Fatima Sam **MTAKOB**
- Mamouda Moussa **NA ABOU**
- Djimingué **NANASTA**
- Abdou **NDOUR**
- Nathalie Koffi **NGUESSAN**
- Fatoumata **SAGNA**
- EL Hadj **SALL**
- Emmanuel Sobel **SECK**
- Maïmouna Diouf **SECK**
- Ibra (Cassis) **SECK**
- Bida **SOW**

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise, sans autorisation écrite préalable de l'auteur, à condition que la source soit clairement citée.







enda énergie

54, rue Carnot, Dakar, Sénégal

Adresse postale : BP 3370, Dakar, Sénégal

Tél. : (+221) 33 822 24 96 ou (+221) 33 822 59 83 • Fax : (+221) 33 821 75 95

E-mail : [enda.energy@endaenergie.org](mailto:enda.energy@endaenergie.org) • Site Web : [www.endaenergie.org](http://www.endaenergie.org)



@endaenergylinks



@enda.energie